

HÔPITAUX : La saignée continue et s'accroît !

Hier, l'Assemblée nationale, dans un vote « historique » a acté le budget 2026 de la Sécurité sociale. À 80 ans, notre belle Sécu est placée sous un régime drastique, un régime mortifère pour l'hôpital public. En effet, après avoir été plongé dans un déficit de plus de 3,5 milliards d'euros en 2024, certainement un peu plus fin 2025 (les chiffres définitifs n'étant pas encore connus), le budget 2026 amputera de plus de 4 milliards les moyens réellement disponibles pour nos structures.

Au-delà des chiffres, devenus incompréhensibles pour nombre de nos concitoyens, les conséquences de ces choix budgétaires vont rapidement se faire sentir pour les agents hospitaliers et pour les usagers de l'hôpital. Des choix inéluctables s'annoncent : sacrifier la pérennité de certaines structures, et poursuivre la fermeture de lits, foulant aux pieds la règle des 30 minutes de délais pour accéder à un hôpital !

Cette politique et ce budget, que certains qualifient de « moins pire », continueront à fermer des lits de maternité et d'hospitalisation, à supprimer des postes, et à restreindre encore plus l'accès aux soins. Les durées d'attente aux urgences vont encore augmenter, l'attente pour une hospitalisation va encore s'amplifier, la prise en charge des personnes âgées dans les EPHAD continuera de se dégrader, les pertes de chance seront majorées et les coûts vont exploser pour les familles.

Quant aux conséquences pour les personnels de la Fonction publique hospitalière, elles seront à l'opposé de ce qu'ils attendent et de ce que FO revendique : stagnation des rémunérations, des possibilités de promotion et évolution de carrière, mais également une dégradation importante des conditions de travail en lien avec la raréfaction des effectifs. En d'autres termes, nous sommes très loin des mesures nécessaires pour relancer l'attractivité et la fidélisation des personnels.

Quoiqu'en disent les députés pour justifier leur vote, ils porteront tous leur part de responsabilité dans les pertes de chance pour les malades. Rien ne peut justifier ces choix : la santé des Français doit être considérée comme un investissement et non comme un coût, et ne doit en aucun cas se négocier à coup de stratégies politiciennes aussi écoeurantes que mortifères pour les agents et les citoyens !

Depuis des mois, et dans le prolongement de notre action de 3 jours aux alentours de l'Assemblée nationale, Force Ouvrière continuera de se dresser contre le démantèlement de ce pilier républicain qu'est notre système de soins.

C'est pourquoi afin d'organiser la riposte et gagner sur nos revendications, l'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique Force Ouvrière (UIAFP FO) a décidé d'organiser, **le 13 janvier 2026 à Paris**, un meeting, afin d'amplifier la mobilisation et décider de la suite à donner à nos actions.

Dans l'attente, le Secrétariat et le Bureau Fédéral vous souhaitent à toutes et à tous de très bonnes fêtes de fin d'année.

Le Secrétariat Fédéral

Paris, le 10 décembre 2025